

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 6 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEPE TERRIER DE LA POINTE**

ZI de la Courtine  
115 rue du Mourelet  
84000 Avignon

Références : 2025\_1567\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007212198

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement CEPE TERRIER DE LA POINTE implanté Lieu-dit Terrier de la Pointe 16360 Chantillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la continuité des précédentes, réalisées depuis le premier trimestre 2025, qui visent à vérifier la conformité des actions menées par l'exploitant pour répondre aux termes de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence relatives au chantier de construction du parc éolien Terrier de la Pointe.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEPE TERRIER DE LA POINTE
- Lieu-dit Terrier de la Pointe 16360 Chantillac

- Code AIOT : 0007212198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Terrier de la Pointe, actuellement en construction, est constitué de six aérogénérateurs (hauteur maximale en bout de pale de 180 m ; puissance unitaire maximale de 3,3 MW) et de deux postes de livraison. Le parc a été autorisé le 16 avril 2018 au titre de la rubrique 2980-1 des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette autorisation a été complétée par un arrêté d'autorisation de défrichement du 19 octobre 2018, puis modifiée par un arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2023. Un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence relatives au chantier de construction du parc a été pris le 1<sup>er</sup> avril 2025.

Sky Renewables S.à r.l (société à responsabilité de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 60 avenue J.F. Kenneddy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B253289) a repris le 31 juillet 2024 à Q Energy la totalité des titres composant le capital social (1000 €) de SARL CEPE Terrier de la Pointe. Le nouveau gérant de cette dernière est monsieur David Roy Goodwin, né le 6 août 1987 à Oldham, Royaume-Uni, de nationalité britannique et domicilié Burnt Ash Gorsewood Road, Hartley, Longfield, DA3 7DF, Royaume-Uni (voir lettre et pièces jointes du 27 août 2024 de CEPE Terrier de la Pointe).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risque incendie	Code de l'environnement, article L. 511-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Pollutions des sols, sous-sols et eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 01/04/2025, article 2 iii	Sans objet
3	Suivi écologique	AP de Mesures d'Urgence du 01/04/2025, article 2 v	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de faire le point sur l'avancement du chantier de construction du parc éolien. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence sont respectées et les demandes formulées par l'inspection dans sa lettre réf. 2025\_2019\_UbD16-86\_Env du 18 août 2025 sont suivies.

C'est ainsi que le développeur a confirmé poursuivre le suivi ornithologique du Circaète Jean-le-Blanc (celui-ci est actuellement en migration) selon le protocole GENTOX-CIRCA, de même que le suivi écologique de l'activité des amphibiens jusqu'au terme du chantier.

Sur le volet prévention des risques d'incendie et lutte contre les feux de forêts, du fait de l'imbrication du parc éolien dans le massif forestier, et bien que CEPE Terrier de la Pointe ait signé une convention quadripartite avec des collectivités territoriales, l'inspection demande à l'exploitant de proposer un calendrier pour le déploiement des premières mesures à mettre en place pour disposer rapidement de moyens de prévention (réserves incendies de 90 m<sup>3</sup>, accessibilité à un étang, voies d'accès et circulation pour les engins du SDIS au sol), et ceci sans attendre la fin des travaux, prévue en 2028. Sur le même thème, l'inspection attend de l'exploitant une date prévisionnelle de signature de la convention avec le SDIS et un calendrier de déploiement des moyens de vidéosurveillance du massif pour anticiper le déploiement opérationnel en cas de détection de feux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 511-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs et moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée</b>  <i>Article L. 511-1 du code de l'environnement</i>  Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. [...]  <i>Demande formulée suite à l'inspection du 12 septembre 2025</i>  Lors de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de (i) transmettre à l'inspection la convention quadripartite de juin 2025, (ii) préciser les échéances pour la finalisation de la convention qui doit être signée entre le SDIS et la CEPE pour la mise en place d'un équipement de vidéosurveillance des feux, (iii) indiquer les échéances de mise en place des moyens de prévention et de protection incendie, dont les réserves de 60 m <sup>3</sup> citées dans le courriel du 16 septembre 2025. (Les mesures et dispositifs de prévention et de lutte contre les feux de forêt seront repris dans un arrêté préfectoral complémentaire.)
<b>Constat</b>  1) L'exploitant a transmis la <i>Convention de lutte contre le risque incendie</i> signée le 18 juin 2025 et établie entre CEPE Terrier de la Pointe, le syndicat mixte du Pays Sud Charente et les communes

de Chantillac et Baignes-Sainte-Radegonde (Charente).

Cette *Convention* quadripartite prévoit des travaux et aménagements pour créer des chemins d'accès fragmentant les îlots forestiers à environ 50 ha, faciliter l'accès à l'eau en cas d'incendie et entretenir ces ouvrages durant la totalité de l'exploitation du parc éolien. Le démarrage de ces travaux et aménagements est prévu le 15 septembre 2026 – soit après la mise en service industrielle du parc éolien pour éviter les risques de coactivité sur le site –, leur finalisation le 30 novembre 2028. Le syndicat assure la partie opérationnelle de la *Convention* (de la conception à l'entretien des aménagements et équipements) tandis que le financement est assuré par CEPE Terrier de la Pointe. Plusieurs dispositifs sont prévus d'être installés dans ce cadre (réserves incendie, système de vidéo-surveillance des départs de feu...). Ils sont évoqués ci-dessous.

La mise en place de trois citernes de 90 m<sup>3</sup> d'eau pour la lutte contre les feux de forêts est prévue dans cette *Convention*. L'exploitant précise (courriel du 24 novembre 2025) que « [s]'agissant de la thématique prévention des incendies ; je vous confirme que notre mail du 16/09/2025 mentionnait bien que les citernes de 60 m<sup>3</sup> (« *a priori aux abords des éoliennes 2, 3 et 5* ») étaient prévues dans le permis de construire initial. Les discussions avec le SDIS ont amené ce dispositif à évoluer pour prévoir l'installation de 3 citernes de 90 m<sup>3</sup>, auxquelles s'ajoute la réhabilitation d'un accès à un étang (soit un 4<sup>ème</sup> point d'eau). La localisation de ces 4 points, proposée par le SDIS, figure bien p. 8 de la *Convention* quadripartite qui vous a été partagée. Ces 4 points n'ajoutent pas aux 3 mentionnés dans l'autorisation initiale. »

L'exploitant informe l'inspection qu'une étude environnementale, préalable au début des travaux et aménagements, devrait être livrée en janvier 2026.

2) Une autre convention est prévue entre CEPE Terrier de la Pointe et le SDIS. Elle n'était pas signée à la date de cette inspection. L'exploitant précise que la mise en place d'un équipement de vidéosurveillance des feux sera assurée par le SDIS.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, **sous deux mois**

- de proposer un calendrier raisonnable pour le déploiement des premières mesures à mettre en place pour disposer rapidement de moyens de prévention (réserves incendies de 90 m<sup>3</sup> en priorité, puis accessibilité à un étang et voies d'accès pour les engins du SDIS), ceci sans attendre la fin des travaux prévue en 2028. Les premiers travaux devront intervenir dès 2026 et ce, avant la mise en service du parc en cours d'achèvement
- d'indiquer la date prévisionnelle de la signature de la convention avec le SDIS et un calendrier de déploiement des moyens de vidéosurveillance des départs de feux.

En l'absence de proposition sous deux mois, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera soumis à la signature du préfet pour encadrer la mise en place de ces moyens, voire d'en faire un préalable à la mise en service industrielle du parc.

Une fois installés, l'exploitant devra faire réceptionner les points d'eau incendie afin qu'ils soient répertoriés par le SDIS. Leur emplacement doit également être approuvé par le SDIS avant travaux.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Pollutions des sols, sous-sols et eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/04/2025, article 2 iii
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matières et substances dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p><i>Arrêté de mesures d'urgence et de mise en demeure du 1<sup>er</sup> avril 2025, article 2 iii</i></p> <p>La SARL CEPE Terrier de la Pointe, exploitant le parc éolien Terrier de la Pointe sur les communes de Chantillac et de Baignes-Sainte-Radegonde, est tenue de respecter les dispositions suivantes prises comme mesures d'urgence en application du code de l'environnement :</p> <p>[...] (iii) retirer, sous une semaine, à compter de la notification du présent arrêté, les matières et substances dangereuses de nature à générer des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux de surface et souterraines ; ces matières ou substances sont envoyées dans des filières de traitement de déchets <i>ad hoc</i> et les justificatifs sont transmis à l'administration [...]</p> <p><i>Demande formulée suite à l'inspection du 12 septembre 2025</i></p> <p>Lors de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant (i) d'évacuer, au plus tard le 30 novembre 2025, l'excédent des terres excavées et de transmettre les quantités et les justificatifs de l'évacuation de ces terres dans des filières de traitement de déchets adaptées, (ii) de retirer et d'évacuer, au plus tard le 30 novembre 2025, la grave ciment présente sur les pistes et de transmettre les justificatifs de cette évacuation dans des filières de traitement de déchets adaptées, (iii) de remettre en état les pistes, au plus tard pour le 30 novembre 2025.</p> <p><i>Nota.</i> Cette demande figure également dans la lettre réf. 2025_2019_UbD16-86_Env du 18 août 2025 de l'inspection à l'exploitant.</p>
<p><b>Constat</b></p> <p>1) Il a été constaté que</p> <p>(i) les terres excavées près des éoliennes E1 et E2 n'ont pas été évacuées du site mais utilisées pour combler et modeler le terrain à proximité des mâts</p> <p>(ii) la grave ciment, présente sur la piste qui mène à l'éolienne E2, a été retirée, prise en charge par Averous et acheminée vers des filières de transit (plateforme de Cavignac) et de récupération (plateforme de Saint Jean d'Illac) (cf. liasse de 28 bordereaux de suivi de déchets établie par Averous pour le chantier n° 160792). Le choix et l'adéquation de ces filières de prise en charge des déchets relèvent de la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>(iii) la remise en état des pistes était quasiment terminée lors de cette inspection.</p> <p>2) Il a également été noté que l'enrochement des talus instables près de l'éolienne E1 a été réalisé (Fig. 1), renforçant, de fait, leur structure générale.</p>

Ces deux premiers points sont décrits dans le *Compte-rendu de suivis de chantier. Construction du parc éolien « Terrier de la Pointe »* (16). *Suivis de chantier après reprise des travaux, biotope, note 1, octobre/novembre 2025.*



**Fig. 1** Éolienne E1, enrochement de talus

3) Il a enfin été demandé au développeur de réduire la pente et d'adoucir le profil du talus près de l'éolienne E1, pour qu'il tende vers la pente naturelle du terrain. Le but est d'éviter que, par érosion, notamment lors d'épisodes pluvieux, le talus s'affaisse et vienne recouvrir le pied des arbres proches (Fig. 2).



**Fig. 2** Éolienne E1, talus avec forte pente à proximité immédiate d'arbres

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/04/2025, article 2 v
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, activité du Circaète Jean-le-Blanc
<b>Prescription contrôlée</b>  <i>Arrêté de mesures d'urgence et de mise en demeure du 1<sup>er</sup> avril 2025, article 2 v</i>  La SARL CEPE Terrier de la Pointe, exploitant le parc éolien Terrier de la Pointe sur les communes de Chantillac et de Baignes-Sainte-Radegonde, est tenue de respecter les dispositions suivantes prises comme mesures d'urgence en application du code de l'environnement :  [...] (v) compléter le suivi ornithologique du Circaète Jean-le-Blanc par au moins deux mesures destinées à identifier les oiseaux, c'est-à-dire (i) la prise d'images des circaètes pour les reconnaître visuellement, et (ii) la collecte au sol de plumes des circaètes selon le protocole de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne afin identifier génétiquement les oiseaux [...]  <i>Nota.</i> Cette demande est reprise dans la lettre réf. 2025_2019_UbD16-86_Env du 18 août 2025 de l'inspection à l'exploitant, de même que celle du suivi de l'activité des amphibiens jusqu'au terme du chantier.
<b>Constat</b>  L'exploitant a confirmé continuer à mettre en œuvre, d'une part, le suivi ornithologique du Circaète Jean-le-Blanc selon le protocole GENTOX-CIRCA – ce qu'il avait déjà indiqué lors de l'inspection du 12 septembre 2025 –, et, d'autre part, le suivi écologique de l'activité des amphibiens jusqu'au terme du chantier (voir <i>Compte-rendu de suivis de chantier. Construction du parc éolien « Terrier de la Pointe » (16). Suivis de chantier après reprise des travaux, biotope, note 1, octobre/novembre 2025</i> ).  L'exploitant est invité à poursuivre la transmission des comptes-rendus de visites et passages des écologues sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite